

STATUTS

Association RACO

ASSOCIATION POUR UNE LIAISON FERROVIAIRE RAPIDE

RHÔNE – ALPES – CENTRE – OCÉAN

Article 1 - Il est fondé une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 ayant pour dénomination : RACO (Association pour une liaison ferroviaire rapide RHÔNE-ALPES-CENTRE-OCEAN).

Article 2 – Cette association a pour objet de promouvoir le système ferroviaire entre les régions de l'ouest Breton et Ligérien et du Bassin Rhône Alpin. Son action se situera dans le cadre d'une volonté de développement des territoires de la façade atlantique, du Centre et du Sud-Est de la France.

Elle veillera à promouvoir :

- La réalisation d'études sur toutes les questions économiques, techniques, financières et juridiques relatives au système ferroviaire considéré.
- L'intervention auprès des pouvoirs publics locaux, nationaux et européens en vue de la réalisation de ce projet.
- Des relations publiques sous toutes leurs formes pour la réalisation de ce projet.
- Toute participation à des organismes poursuivant des activités analogues.

Article 3 – Siègne social

Le siège social est fixé BP90603 37176 Chambray Les Tours. Mail raco1837@hotmail.fr

Il peut être changé par décision du Conseil d'Administration.

Article 4 – La durée de l'association est illimitée. La dissolution peut être décidée conformément à l'article 16 des présents statuts.

Article 5 – L'association est constituée de :

- a) membres actifs, personnes physiques ou morales
- b) membres associés

Article 6 – Les membres

- les membres actifs sont les collectivités publiques, ou leur groupements, ou associations concernées directement par la desserte ferroviaire Atlantique – Rhône, ainsi que les personnes physiques spécialement intéressées et concernées par cette desserte. L'admission d'un membre actif est prononcée par le bureau.
- Les membres associés sont les personnes morales qui ne sont pas directement concernées par la desserte Atlantique – Rhône, mais qui souhaitent participer aux travaux de l'association. Leur admission est prononcée par le bureau.

Article 7 – Cotisations

Les membres actifs (élus, collectivités locales, collectivités territoriales, établissements publics, associations) personnes physiques ou morales versent une cotisation annuelle dont le montant est approuvé chaque année par l'Assemblée générale sur proposition du Conseil d'Administration.

Les membres associés versent une cotisation annuelle et un droit d'entrée minima dont les montants sont déterminés chaque année par le Conseil d'administration.

Article 8 – Radiation

La qualité de membre se perd par :

- a) la démission,
- b) le décès, cessation d'activité ou expiration du mandat,
- c) la radiation prononcée par le Conseil d'administration pour un non paiement de la cotisation ou pour motif grave, l'intéressé ayant été invité par lettre recommandée à se présenter devant le bureau pour fournir des explications.

Article 9 – Les ressources de l'association comprennent :

- les cotisations des membres
- les subventions qui pourraient lui être accordées par l'union Européenne, l'État, et les collectivités territoriales,
- les sommes perçues en contrepartie des prestations fournies par l'association,
- toutes autres ressources autorisées par les textes législatifs ou réglementaires, ainsi que les dons.

Article 10 – Conseil d'administration – bureau

- le conseil d'administration est composé de 14 membres au plus, désignés par l'assemblée générale parmi les membres actifs.
- Le conseil d'administration choisi parmi ses membres un bureau composé de :
 - un président
 - 4 vice-présidents
 - un trésorier
 - un trésorier adjoint
 - un secrétaire
- en cas de vacance, le conseil d'administration pourvoit provisoirement au remplacement de ses membres.
- Il est pourvu à leur remplacement définitif par la plus prochaine assemblée générale. Les pouvoirs des membres ainsi élus prennent fin à la date ou devrait normalement expirer le mandat des membres remplacés.

Article 11 – Réunion du conseil d'administration

Le conseil d'administration se réunit au moins une fois par an, sur convocation du président, ou sur la demande d'un tiers de ses membres.

Le conseil d'administration ne peut délibérer valablement que s'il comporte au moins 6 de ses membres présents ou dûment représentés, chaque membre ne pouvant être porteur de plus d'un pouvoir. Si le quorum n'est pas atteint, le conseil d'administration se réunira dans la quinzaine qui suit avec le même ordre du jour et délibérera valablement quelque soit le nombre de membres présents. En cas d'égalité, la voix du Président est prépondérante.

Tout membre du conseil qui, sans excuse ou motif valable, n'aura pas assisté à trois réunions consécutives pourra être considéré comme démissionnaire.

Article 12 – Assemblée générale ordinaire

Elle se compose de tous les membres de l'association. Elle se réunit une fois par an sur convocation du président de l'association, ou sur demande de la moitié des membres de l'association.

Les convocations sont adressées par lettre au moins quinze jours avant la tenue de l'assemblée générale et mentionnent l'ordre du jour. Ce dernier comporte obligatoirement les points dont l'inscription est demandée par la moitié des membres, si cette demande est formulée au moins 21 jours avant la date de l'assemblée.

L'assemblée entend les rapports sur la gestion du conseil d'administration et sur la gestion financière et morale de l'association. Elle approuve les comptes de l'exercice, et vote le budget de l'exercice suivant.

Les sujets ne figurant pas à l'ordre du jour ne peuvent être mis en délibération.

Le président peut appeler, avec voix consultative, toute personnalité dont la présence lui paraît utile.

Article 13 – Assemblée générale extraordinaire

Si besoin est, ou sur demande de la moitié un plus des membres inscrits, le président peut convoquer une assemblée générale extraordinaire suivant les formalités prévues par l'article 12.

Le quorum établissant la validité des délibérations de l'assemblée générale extraordinaire est fixé à la moitié + 1 du nombre total des adhérents, étant entendu que les personnes disponibles pourront donner pouvoir à la personne de leur choix.

Les décisions de l'assemblée générale extraordinaire sont prises à la majorité relative des membresⁱ présents ou représentés.

Article 14 – Personnel

Pour remplir sa mission, l'association dispose de personnels propres recrutés par ses soins, ou mis à sa disposition, sur sa demande, par les collectivités locales ou l'État.

Le président nomme aux emplois, sur proposition du conseil d'administration.

Article 15 – Règlement intérieur

Un règlement intérieur peut être établi par le conseil d'administration qui le fait alors approuver par l'assemblée générale.

Ce règlement éventuel est destiné à fixer les divers points non prévus par les statuts notamment ceux qui ont trait à l'administration interne de l'association.

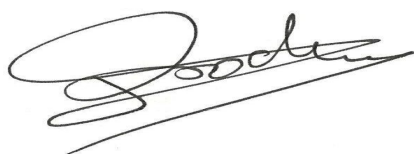
Article 16 – Dissolution

En cas de dissolution prononcée par les deux tiers au moins des membres présents à l'assemblée générale, un ou plusieurs liquidateurs sont nommés par celle-ci et l'actif, s'il y a lieu est dévolu conformément à l'article 9 de la loi du 1^{er} juillet 1901 et au décret du 16 août 1901.

Modifié à Tours le 20 juin 2016

Jean-Michel BODIN
Président de RACO

Jean-Louis MOREAU
Secrétaire de RACO

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'J. Bodin', with a long horizontal stroke extending to the right.A handwritten signature in black ink, appearing to read 'J.L. Moreau', with a large 'M' and a horizontal stroke.

